

Atelier mécanique : 6023 signatures pour le cinéma

6 023, c'est le nombre de signatures obtenues par un collectif de défenseurs du projet de cinéma à La Seyne. Voilà près de 40 ans que le dernier "spécimen" a disparu et, pourtant, la possibilité d'en revoir un n'a jamais été aussi proche. En témoignant les travaux de désamiantage et la destruction de la partie est de l'ancien atelier mécanique, qui fait l'objet d'un grand projet de restructuration. Un complexe commercial et ludique, où le cinéma aura toute sa place.

Andrée Patiès et André Barbero, administrateurs du CIL (Comité d'intérêt local) des Mouissèques, ont monté un collectif pour défendre leur quartier, « déserté pendant des années par les pouvoirs publics », et l'idée d'un futur cinéma. Ils se sont réunis la semaine dernière pour faire un point sur ce dossier avec les nombreuses associations qui les ont rejoints et la voix éclairée de Patricia Maffiolo, fonctionnaire territoriale référente du projet.

D'après elle, « La Seyne-sur-Mer est une des rares communes de plus de 60 000 habitants, si ce n'est la seule



Une partie du collectif "pro cinéma", réunie au café Murato des Mouissèques.

(Photo S. M.)

en France, à ne pas avoir de cinéma ». Et de rappeler que, dans les années 70, il y en avait 4!

Le projet Quartus-CGR peut-être compromis

Lancé en 2012, ce programme mêlant hôtellerie, restaurants, commerces (Quartus) et cinéma (CGR : Circuit Georges Raymond), a été fortement ralenti par un recours déposé en 2016 par la Confédération

Environnement Méditerranéenne. En attendant une date de jugement pour l'été, une partie de la population seynoise se mobilise. « On en a marre des projets avortés, s'insurge Andrée Patiès, présidente du CIL des Mouissèques. Nous sommes toujours les din-dons de la farce et on souhaite vraiment que ce programme aboutisse. Tout le monde se sent concerné et une quarantaine d'associations nous ont rejoints pour défendre le cinéma, mais

aussi la réhabilitation du quartier et des voiries qui en découleront ».

Et de conclure : « Nous ne comprenons pas la position de la confédération (alors que cela va apporter tellement à ce centre-ville, avec 180 emplois à la clé), d'autant plus qu'il y a quelques années, certains de ces détracteurs étaient partie prenante du projet sous la mandature d'Arthur Paecht! ».

Verdict cet été.

S. M.